

Petit guide de la liberté

Annexes et modèles de documents

Ce document est offert en complément du « Petit guide de la liberté », qui est proposé à la vente sur le site www.royaumedepa.com. Le guide est payant, mais il s'agit d'une forme de don pour que je puisse continuer à produire du contenu et le proposer. L'achat vous permettra d'être informé et de recevoir les mises à jours du guide et des annexes.

Ce document peut être diffusé librement par celui qui le souhaite.

Annexes et modèles

Table des matières

Annexes et modèles.....	2
OPPT: Nous sommes libres légalement, voici comment.....	3
One People's Public Trust.....	3
Mais d'abord, un rappel à la réalité.....	3
Quand nos gouvernements ont-ils été privatisés ?.....	5
Et ainsi sommes-nous arrivés à renverser les gouvernements ?.....	5
UCC : La bible du commerce.....	6
Comment l'OPPT ont-ils réussi à saisir le système ?.....	6
Comment gérer les actions de l' "ancien système" contre vous.....	9
Quels sont les mécanismes fournis par l'OPPT ?.....	11
Centre d'assistance pour le 'One People'.....	11
Aller de l'avant en tant que "One People".....	12
Lettre pour une prétendue dette.....	14
Courrier Type Banque contestation - SATD.....	15
Saisie Administrative à tiers détenteur (SATD).....	21
Action avec utilisation de l'OPPT.....	22
Modèle de facture (action OPPT avis de courtoisie).....	23
Titre allodial de propriété absolue.....	24
Qu'est ce que le titre allodial de propriété absolue ?.....	25
Les témoins.....	25
L'entreprise privée RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉSIDENTE et ses filiales.....	26
Ceci n'est pas un « livre ».....	29
Contester une tentative de contravention.....	30
Avis au Policier, OPJ, policier municipal, gendarme :.....	30
Le Crédit agricole ne peut ni créer de dette ni en donner le recouvrement.....	31
Le verdict.....	31
Références.....	32

OPPT: Nous sommes libres légalement, voici comment

(article de Andy Whiteley <https://acrobat.adobe.com/id/urn:aaid:sc:AP:7e54a77a-7f16-434f-a099-2a0e786d54a7>)

Cet article s'annonce être d'une importance historique. Pour la première fois, en langue italienne, sont expliqués au public, de manière exhaustive, les principes de fonctionnement à la base de One People Public Trust. Pour celui qui n'est pas familier avec le concept de trust, nous recommandons la lecture de l'arrière-plan historique (historical background), politique et économique derrière cette opération légale, tellement importante en cette époque, des articles en link en pied de page. Vous allez vous rendre compte tout seul des énormes implications juridiques et sociales qui dérivent de la forclusion des corporations mondiales, implications qui conflueront (aboutiront) dans un nouveau paradigme de la condition humaine.

Le One People's Public Trust interdit légalement aux sociétés, aux banques et aux gouvernements d'exploiter l'esclavage et les systèmes monétaires privés.

Beaucoup d'entre vous en ont déjà entendu parler, beaucoup ne l'ont pas. Annoncé publiquement le 25 décembre 2012, le système de domination des entreprises et des gouvernements a été verrouillée légalement via l'un de ses propres mécanismes. Les "Powers That Be" sont maintenant les "Powers That Were". Toutes les dettes ont été effacées et les corporations - y compris, mais non limité aux gouvernements corporatifs et banques - ont été forclos.

Bien sûr, elles peuvent continuer à jouer le jeu dans l'espoir que nous jouions le jeu avec elles. Mais grâce à une série de dépôts UCC (Uniform Commercial Code) effectués par le One People's Public Trust (connu sous le nom de OPPT), le choix vous appartient désormais. Un nouveau cadre pour la gouvernance sociale est maintenant en vigueur, ratifiée dans le cadre "légal" contrôlé par la précédente corporation.

En d'autres mots ... NOUS SOMMES LIBRES !

(Mettez-vous à l'aise les amis - c'est un long article mais vous ne pouvez pas vous permettre de le manquer !)

One People's Public Trust

La conclusion des actions légales entreprises par l'OPPT a généré beaucoup d'excitation. Et à juste titre ! Le potentiel généré en faveur d'un changement positif qu'elle crée est énorme! Mais avant d'aborder les implications, j'aimerais vous présenter les antécédents et la situation antérieure. Les gouvernements et les médias contrôlés par les entreprises refusent d'annoncer leur propre disparition - pour une raison évidente. Donc, en tant que citoyens conscients du monde, je crois que notre rôle est de comprendre ce qui s'est passé et comment, afin que nous puissions informer les autres... et enfin commencer le processus de changement mondial que nous attendons tous.

Mais d'abord, un rappel à la réalité

Avant de poursuivre, permettez-moi d'énoncer quelques faits dès le départ.

1. **Les gouvernements sont (étaient) des corporations.** Le phénomène des gouvernements corporatifs n'est pas seulement démontré par la façon dont les "gouvernements" se comportent en tant que bénéficiaires (et non en tant que fiduciaires) du Trust gouvernemental (en s'habillant le rôle de bénéficiaire et non celui de fiduciaire), mais la preuve en ressort même dans la documentation officielle! Les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Brésil, le Japon, l'Afrique du Sud (et la

liste continue)... sont tous des entités corporatives basées aux États-Unis, enregistrées en tant que telles auprès de la United States Security & Exchange Commission... et opérant en tant que telles à nos frais. Le "système" est de nature oligarchique, en ce sens qu'il n'est orienté que vers le profit de "quelques-uns", tandis que le reste d'entre nous travaille pour le soutenir.

2. **Les personnes sont (étaient) des sociétés** : À la naissance, une demande de certificat de naissance est signée par vos parents et est utilisée par le gouvernement corporatif pour créer un trust à votre nom. Ce trust est utilisé comme garantie, et un compte de garantie est créé et alimenté à votre nom. Vous êtes le bénéficiaire de ce Trust... mais personne ne vous dit qu'il existe. Si vous n'avez pas rédigé de testament avant 2 l'âge de 7 ans, le gouvernement corporatif vous déclare décédé - en vertu du Droit Maritime ! - et vous êtes officiellement considéré par le système comme "perdu en mer". Sérieusement. Le gouvernement corporatif prend alors le contrôle financier de votre succession et, conscient que la plupart d'entre nous vivent en fait au-delà de 7 ans, il continue à nous traiter comme des esclaves vivants. Les fonds générés par la monétisation de votre vie - en vous utilisant comme garantie - vous sont prêtés lorsque vous demandez un financement bancaire, un prêt hypothécaire, etc. Vous êtes ensuite obligé de travailler pour rembourser ces fonds - plus les intérêts - au système.

Légalement, vous n'avez aucun droit car vous êtes considéré comme "mort" à l'âge de 7 ans. Vous avez perdu.

(Cliquez ici pour plus d'informations sur la relation de confiance avec le gouvernement).

<https://wakeup-world.com/2012/12/17/corporations-masquerading-as-government-part-ii-which-government-can-we-trust/>

Les médias de masse sont l'outil utilisé par les gouvernements corporatifs pour livrer la propagande directement à votre domicile. Ils sont utilisés pour manipuler la perception publique des actions et des omissions des gouvernements corporatifs, pour renforcer les normes sociales, les limites et les comportements, et pour vous vendre de la merde en créant un "besoin" et en vous fournissant ensuite un produit pour le satisfaire. Et cela ne se limite pas aux médias ; la psychologie de l'ancien" paradigme est également renforcée par les institutions éducatives et religieuses.

Les entreprises, les gouvernements et les médias racontent tous les mêmes mensonges. Ils font tous partie de la même bête.

3. **En conséquence, la structure économique du monde est (était) un mécanisme d'esclavage de masse.** L'esclavage est un système dans lequel les gens sont traités comme des biens, et sont forcés de travailler. Les esclaves sont détenus contre leur gré dès leur capture, leur achat ou leur naissance, et sont privés du droit de partir ou de refuser de travailler. Cela vous semble familier ? Vous êtes né dans "le système" sans connaître son fonctionnement. Vous avez été élevé et on vous a appris à contribuer au système. Vous devez travailler des heures épuisantes dans le système, et vous devez payer des impôts au système. Vous devez adhérer aux règles du système - dont la plupart sont liées à la propriété et à la possession - ou vous serez puni par le système. De par sa conception, le système ne fournira l'abondance qu'à un petit nombre de personnes sélectionnées, et beaucoup d'autres auront faim. Même si vous ne l'aimez pas, vous ne pouvez pas quitter le système. Le système "possède" tout, tous et partout.

Jusqu'à présent, vous n'aviez qu'une seule option : jouer le jeu. C'est comme vivre dans un casino sans sortie, et la maison gagne toujours.

Quand nos gouvernements ont-ils été privatisés ?

Tout a commencé avec l'introduction du Federal Reserve System. Lorsque la loi du Federal Reserve Act a été mise en œuvre aux États-Unis en 1913, le député Charles Lindbergh a averti le Congrès américain dans un compte rendu du Congrès daté du 22 décembre 1913 (vol. 51) qu'une conséquence inévitable de l'instauration du système de la Federal Reserve était que - en utilisant leur pouvoir de gonfler et de dégonfler une économie - les sociétés prendraient le contrôle.

Dans les mots du membre du Congrès Lindbergh :

"A partir de maintenant, les dépressions (crises économiques) seront créées scientifiquement".

Et elles le sont. En 1929, les "Puissances en place" ont délibérément fait s'effondrer le marché boursier. Comment ? Les fluctuations du marché boursier sont guidées par l'émotion. Avant le crash de 1929, l'excitation a été créée sur le marché, ce qui a créé une période d'inflation. Ceux qui contrôlaient le marché se sont débarrassés de leurs avoirs à des prix élevés, créant ainsi une panique sur le marché. Et lorsque les prix se sont effondrés, ils ont racheté leurs avoirs à des prix de braderie, éliminant du même coup leurs concurrents en difficulté.

En bref, la Grande Dépression a été générée artificiellement afin que les grandes entreprises qui contrôlaient le marché boursier puissent profiter des prêts aux gouvernements pour les aider à se remettre de leur effondrement orchestré. Les nations souveraines ont finalement été contraintes de signer des accords de dette qui, par nature, ne pourraient jamais être remboursés. Et lorsque les dettes nationales ont commencé à s'accumuler, le paradigme de "l'esclavage par la dette" a été officialisé.... et les entreprises ont pris le contrôle.

Aujourd'hui, les corporations continuent de se faire passer pour de véritables gouvernements.

Le système bancaire de la Federal Reserve (qui domine désormais les économies occidentales) continue de provoquer des périodes d'expansion et de récession du marché, en augmentant et en diminuant stratégiquement l'offre de monnaie et l'accès au crédit. La crise financière mondiale actuelle en est un parfait exemple. En tout cela, même les médias de masse affiliées font leur part en influençant les tendances émotionnelles du marché actionnaire et en couvrant les mensonges de la classe politique.

Toutefois, la campagne complexe entreprise par l'OPPT a forcé le système corporatif à la forclusion. Toutes les corporations, y compris les gouvernements et les systèmes bancaires, ont été destitués grâce à l'usage de leurs propres mécanismes de réglementation commerciale. Légalement parlant, c'est le cas de le dire : «Sortie des vieux Trusts et bienvenue aux nouveaux»

Et ainsi sommes-nous arrivés à renverser les gouvernements ?

Non. C'est le renversement des corporations qui se sont jusqu'à présent masqués de gouvernements. Si vous comprenez que « les gouvernements » sont en réalité des sociétés privées qui ont souscrit en cachette les constitutions de nations souveraines, leur démission ne peut être perçue que comme un acte dû. La fraude du gouvernement est réelle. Finalement à cause de leur incapacité de combattre les revendications stylés selon le code de l'UCC, l'ensemble du complexe corporatif gouvernemental est coupable de fraude, de trahison et mise en esclavage. En vertu du droit international, l'OPPT a le droit de demander justice pour ces crimes, au nom et pour compte du One People. (Dans le sens de « unitaire et doué de cohésion interne », orig. « One People »). Ainsi, ils ont choisi de saisir et de destituer les corporations, les banques et les gouvernements responsables, et de leur confisquer toutes les infrastructures et tous les actifs – entre autre tout l'or et l'argent de propriété du système bancaire - et de les placer dans les mains du One People.

Ne considérez pas cela comme une subversion, mais plutôt comme la récupération de biens volés. Les actions du One People's Public Trust réclament essentiellement ce qui est déjà à nous, en tant qu'êtres souverains de cette planète.

La Loi Universelle, la Common Law et l'UCC sont maintenant les lois qui gouvernent juridiquement la planète. Je décrirai successivement en détail les mécanismes implémentés par l'OPPT pour substituer les fonctions nécessaires du gouvernement.

UCC : La bible du commerce

L'UCC est la « Bible » du commerce , puisqu' elle dicte précisément la façon avec lequel le commerce international doit être mis en œuvre. En effet, l'ensemble du système commercial mondial tourne aujourd'hui autour de la loi UCC. Même les banques utilisent les procès légaux de l'UCC pour hypothéquer la maison et de vous exproprier de l'automobile. Les lois UCC restent un monopole exclusif des multinationales et de leurs agents, bien que c'est arrivé que les Administrateurs Fiduciaires (orig. « Trustees ») de l'OPPT, après avoir été professionnellement impliqué dans le système du droit UCC, ont pu comprendre à fond comment des Pouvoirs-Qui-Étaient, ont manipulé l'UCC pour contrôler le système financier des Etats-Unis à un niveau très élevé.

Mère de l'OPPT et sa pointe de diamant, Heather Ann Tucci-Jarraf, experte de l'UCC, a utilisé la saisie de sa maison comme banc d'essai. Elle a contesté la saisie par le biais de la procédure UCC et, ce faisant, a découvert – en mots simples – comment le système judiciaire américain soutient depuis toujours le système corporatif des corporations commerciales.

Ce n'est pas vraiment surprenant, étant donné que 99 % de nos lois concernent la propriété... ou le commerce. Après une série d'évaluations extrêmement prudente, l'OPPT a conclu que les corporations opérant sous l'égide des gouvernements et des systèmes financiers apparemment 'publiques' sont responsables de hautes trahisons envers les citoyens de cette planète, sans le consentement conscient, volontaire et intentionnel de ces derniers.

Le rapport final de l'enquête peut être consulté ici

<https://fr.scribd.com/doc/118067922/PARADIGM-DOCUMENT-FROM-THE-TREASURY-FINANCE-AG-INDUSTRIESTRASSE-21-CH-6055ALPNACH-DORF-SWITZERLAND>

Alors, afin de saisir le "système", les Trustees de l'OPPT ont tendu un piège en utilisant la structure juridique qui leur a été fournie par "le système" contre ce même système.

Comment l'OPPT ont-ils réussi à saisir le système ?

L'OPPT est géré par les Administrateurs Fiduciaires (ou 'Trustees') Caleb Skinner, Hollis Randall Hillner et Heather Ann Tucci Jarraf. L'OPPT a été créé lorsque les Administrateurs se sont engagés à respecter - et par conséquent à reprendre - le Trust qui était inscrit dans la Constitution des Etats Unis originale de 1776, constitution qui a été abandonnée lorsque le gouvernement des États-Unis a été transformé en corporation en 1933.

L'OPPT a ensuite lié à ce trust tous les individus de la planète en tant que bénéficiaires en équité, désigné sous le nom de "peuple unique, créé par le Créateur". Ce faisant, les trustees ont créé un trust qui a un droit supérieur à tout autre - le trust entre le Créateur et les souverainetés individuelles " de la Terre. Les "états individuels souverains" de la Terre sont les bénéficiaires du Créateur en tant que gardiens des manifestations du Créateur sur la Terre.

D'un point de vue juridique, il ne peut y avoir de revendication plus élevée que celle du One People's Public Trust... à l'exception d'une revendication faite par le Créateur lui-même.

Les ressources de notre planète - spécifiées dans les documents UCC comme étant l'or et l'argent du monde - ne peuvent donc plus être possédées, vendues à un prix, distribuées en quantités "minimes salariales" pour nous asservir, ou retenues pour créer la pauvreté ou la misère. Dans le cadre du One People's Public Trust, nous avons tous droit à part égales au patrimoine.

Les ressources de notre planète appartiennent désormais à chacun d'entre nous de manière égale. C'est notre droit de naissance. Maintenant, c'est une loi.

Entre 2011 et 2012, les trustees ont déposé une série complexe de documents auprès de l'UCC au nom de son bénéficiaire. Les détails complets des dépôts de l'OPPT auprès de l'UCC sont disponibles sur le site Web :

<https://archive.org/details/OPPTUCCFILINGS>.

Attention : il s'agit d'une lecture juridique très lourde, conçue à des fins d'observation et de divulgation légales, et non pour communiquer les actions de l'OPPT ou leurs implications au grand public. Cependant, les administrateurs travaillent directement avec la communauté mondiale des "médias alternatifs" pour s'assurer que le public reçoit des informations précises, claires et pertinentes.

Pour résumer ces documents : Comprenant que les corporations, les gouvernements et les banques sont une seule et même chose, un "Order of Finding and Action" a été déposée contre le "débiteur", dénomination de la personne juridique qui elle a été créée via les procédures UCC qui englobent toutes les entités corporatives du monde. Les documents déposés affirment que le débiteur a "consciemment, volontairement et intentionnellement commis une trahison" par le moyen de la "possession, manipulation, favoritisme avec les systèmes monétaires privés" et créant ainsi un "esclavage systématique des citoyens sans leur consentement conscient, volontaire et intentionnel". Les documents déposés (order of finding and action) avec l'UCC sont des documents publics et suivent les procédures normales administratives. Le "débiteur" (les corporations) a le droit de contester les documents. Si la contestation n'est pas reçue dans le délai requis, une action par défaut s'applique alors, suivie de la résiliation de cette entité juridique (corporations-gouvernements et banques); dans ce cas, elle n'a pas réussi à réfuter les accusations de trahison du "One People".

Ce qu'il faut comprendre ici, que chaque document déposé à l'UCC devient loi s'il n'est pas réfuté. Et dans ce cas, les administrateurs de l'OPPT se sont assurés de créer une situation juridique dans laquelle les individus et les entités qui forment "le débiteur" n'avaient aucune possibilité de réfuter. Comment auraient-ils pu? Les allégations d'esclavage et de fraude sont vraies.

1. Bien entendu, aucune réfutation n'a été reçue.
2. Le "débiteur" est donc coupable de trahison.
3. En guise de réparation, les sociétés sont saisies et leurs actifs sont revendiqués.
4. La richesse de notre planète est rendue au "One People".
5. Toutes les dettes des corporations sont effacées.
6. "Le système" est terminé.
7. Ceci est prouvé dans les archives publiques.
8. Le dépôt de l'UCC est devenu Loi Internationale.
9. Selon les propres termes du système, il n'existe plus.
10. Nous sommes libres !

-> 24 juin 2021 Alors, que signifie tout cela ? Légalement, personne ne peut s'ériger en autorité supérieure entre vous et votre relation avec le Créateur. Ayant bouleversé les mécanismes de contrôle de l'économie et du gouvernement, le One People's Public Trust laisse les individus en

pleine responsabilité autonome, étant personnellement responsables d'eux-mêmes et garantissant les droits et le libre arbitre aux autres. Il n'y a plus de chaîne de commandement structurelle. Pas de règles. Pas de corporations derrière lesquelles se cacher.

Vous êtes - comme le Créateur l'a prévu - un Être et un gardien de notre planète et de ses habitants. C'est un changement de paradigme MASSIF, qui prendra sans doute un certain temps avant de se réaliser pleinement.

Les barrières systémiques qui inhibaient notre libre arbitre et nos choix ont maintenant été supprimées, ce qui pose de nouveaux défis à la façon dont nous nous percevons et dont nous faisons des choix importants dans notre propre vie. Nous vivons désormais - sur le papier du moins - dans un système d'auto-responsabilité.

Les dépôts OPPT enregistrent cela à perpétuité, et de telle manière que votre libre arbitre ne pourra jamais être retiré sans votre consentement éclairé. Jusqu'à présent, notre existence sous l'ancien système d'esclavage a été une lutte constante, une lutte pour équilibrer les engagements professionnels et familiaux, une lutte pour simplement joindre les deux bouts, pour se permettre un endroit où vivre et un lieu où exister.

Mais dans un monde d'ABONDANCE conçu spécifiquement par le Créateur pour subvenir à nos besoins, cette lutte n'était pas un état naturel de l'être. C'était plutôt le résultat d'une guerre psychologique menée contre nous. Et cela a fonctionné! Elle nous gardait sous contrôle, nous faisait travailler comme de bons petits esclaves, et garantissait la distribution des profits aux quelques privilégiés au pouvoir. Mais aujourd'hui, selon ses propres termes, "le système" n'existe plus. Beaucoup d'entre nous ont vu "le système" pour ce qu'il était. Beaucoup ne l'ont pas vu. Beaucoup ne croyaient même pas que "le système" n'était pas un système. Beaucoup s'en rendront compte sous peu.

Quoi qu'il en soit, alors que la disparition de l'ancien paradigme prend racine et devient apparente dans nos sociétés, un changement psychologique doit se produire en chacun de nous. Cela peut sembler insurmontable, mais nous, les humains, avons déjà fait face à des changements de paradigme auparavant ; considérez le changement interne et psychologique requis de la race des esclaves afro-américains lorsque le système de servitude involontaire a été aboli... du peuple allemand lorsque la chute du mur de Berlin a été ordonnée en 1989... des citoyens de l'ancienne Union soviétique lors de sa dissolution en 1991... du peuple égyptien qui a destitué son dictateur en 2011... et du peuple islandais qui a emprisonné ses banquiers et politiciens corrompus et réécrit sa constitution en 2012. Ce type de révolution psychologique n'est pas nouveau. Mais il pose de nombreux défis personnels.

C'est le moment d'être courageux, et d'être courageusement VOUS MÊME.

En l'absence d'une structure de contrôle, nous devons chacun prendre en main notre destin, et celui de notre planète. Nous devons réapprendre à faire des choix pour nous-mêmes, et commencer à créer le monde dans lequel NOUS voulons vivre.

Comme de nouveaux parents, nous devons accepter que la vie ne sera pas la même qu'avant, et en l'absence d'un "livre de règles", nous nous adapterons à nos instincts et apprendrons à coopérer de façons nouvelles. Pourquoi ne voit-on pas encore le changement ? Soyez patient, vous le verrez. Mais d'abord, nous devons identifier comment les actions de l'OPPT changent le paysage légal, et comment cela nous concerne.

L'ancien système corporatif va-t-il se battre? Bien sûr que oui! Les gouvernements contrôlés par les corporations font semblant que rien n'a changé. Et si vous continuez à accepter leur système

d'esclavage par la dette, je suis sûr que les "Powers That Were" seront heureux de continuer à vous satisfaire!

Mais ne soyez pas dupes: ils savent ce qui s'est passé. Ils savent qu'ils ont été saisis. Ils savent que le jeu est terminé. C'est maintenant le droit international. Nous avons la liberté de ne pas coopérer, pacifiquement, avec l'ancien système. Il est temps d'exercer cette liberté. S'il vous semble étrange que les "gouvernements" visibles se fassent encore passer pour tels, gardez à l'esprit que 100 gouvernements visibles sont des marionnettes corporatives et qu'ils n'ont jamais vraiment dicté les lois. A ce stade, les anciens propriétaires veulent nous faire croire que c'est "business as usual". Jusqu'à présent, ils ont beaucoup misé sur le secret.

Ils continueront à faire semblant jusqu'à la fin. C'est leur façon de faire.

Heather Ann Tucci-Jarraf, administratrice de l'OPPT, a fait la déclaration suivante lors d'une récente interview sur Freedom Radio, qui résume son plan pour régler cette question :

"Pour ceux qui s'interrogent sur la réponse de l'OPPT aux actions et/ou omissions des personnes que nous pouvons voir, ce n'est pas pour les tireurs de ficelles que je suis venue, mais pour les gros poissons derrière le voile de l'anonymat que j'attaque, et ils le savent. Avec un amour et une paix absolus, avec une gratitude et une grâce absolues... Heather."

Comment gérer les actions de l' "ancien système" contre vous

Avec la dissolution du système de dette/esclavage, toute dette fictive que vous étiez supposé devoir à ce système a également été dissoute. Réfléchissez-y un instant!

Pour faciliter votre transition en douceur hors de l'ancien système, vous devrez comprendre quels sont les remèdes nécessaires immédiats possibles à appliquer à l'encontre des actions de l'ancien système contre vous. Dans deux articles récents de Wake Up World, nous avons discuté d'une méthode pré-OPPT pour réaffirmer votre autorité sur le mécanisme du Gouvernement Corporatif (lire Partie 1 & Partie 2).

Cette méthode était fondée dans la conscience que (1) les anciens gouvernements étaient des corporations et (2) qu'il incombe à celui qui revendique l'autorité de gouverner l'honneur de prouver leur légitimité. Vous pouvez voir une étude de cas réel de cette méthode dans le documentaire de Scott Bartle intitulé What the FUQ (Frequently unasked questions) ? Questions fréquemment sans réponse du "gouvernement australien".

De manière générale, l'essentiel de ce défi était le suivant :

"Vous avez fait une réclamation à mon égard, et je suis heureux de me conformer à votre demande... cependant, je voudrais m'assurer que je traite avec les bonnes personnes. Veuillez me démontrer que vous représentez le véritable gouvernement tel qu'il a été constitué à la création de ce pays. "

Dans cette situation, une fois que l'institution qui agit au nom du gouvernement corporatif ne réussit pas à démontrer sa légitimité, vous pouvez prendre le contrôle de cette interaction en introduisant vos propres termes et conditions selon lesquels toute interaction entre vous et cette entité juridique impliquée peut continuer. Dans un monde post-OPPT, votre processus de contestation de l'autorité des prétendus "agents de l'entreprise" (y compris ceux qui prétendent représenter le gouvernement) est essentiellement le suivant :

"Je serais heureux de me conformer à votre demande... mais dans la loi UCC, il y a un dépôt qui reste non réfuté et qui a exclu l'entité que vous prétendez représenter. Vous opérez maintenant sur votre propre responsabilité personnelle. Veuillez cesser votre réclamation à mon égard. Si vous

décidez de poursuivre cette réclamation à nouveau, toute interaction future entre nous se fera dans les conditions suivantes..."

Sachant que l'agent ne représente plus une personne juridique, une Avis de Courtoisie (Affidavit) (orig. "Courtesy Notice") doit être fournie à la personne individuelle, comprenant les termes et les conditions générales selon lesquelles vous accepterez toute interaction future. Cela permet à la fois de l'informer et de lui donner la possibilité de retirer sa plainte illégale contre vous. Si l'agent établit un contact ultérieur avec vous, il déclenche un contrat personnel entre vous en indiquant qu'il accepte les conditions que vous avez fournies. Si un deuxième agent de la même ancienne société vous contacte au sujet de la même réclamation, répétez le processus avec cette personne également. Rappelez-vous que les sociétés n'existent plus, vous ne traitez qu'avec d'autres individus.

Sur le site www.noieiosono.com vous trouvez plus d'informations sur le parcours de l'OPPT1776 en italien et les documents en italien et en anglais ainsi que le guide pour la création de votre Avis de Courtoisie comprenant les Termes & Conditions. Votre pouvoir est prêt pour être exercé. (Encore d'autres informations et instructions sont disponibles pour la réalisation de l'Avis de Courtoisie et OPPT Courtesy Notice)

La prise de conscience publique du nouveau paradigme prendra du temps pour se manifester dans notre société et que les implications du One People's Public Trust soient largement connues et adoptées dans la société. S'il vous plaît, soyez respectueux de ceux qui ne sont pas encore au courant. Finalement, au fur à mesure que les individus s'éveilleront au nouveau paradigme, ils cesseront simplement d'opérer au nom de l'ancienne société. Mais si, entre-temps, vous devez adresser un avis de courtoisie à un individu, honorez votre position de connaissance et profitez de l'occasion pour l'informer respectueusement. Les agents de base des anciennes sociétés, banques et gouvernements sont tout comme vous et moi ; ils étaient eux aussi esclaves du même système. Ils ne connaissent pas encore la vérité, c'est tout.

Dans le cas de transactions "légales", il n'est pas recommandé de signifier un avis de courtoisie assorti de conditions à un (ancien) agent de police qui vous arrête dans la rue. Encore une fois, ils sont comme tout le monde... et il est réaliste de penser qu'ils risquent de vous arrêter et de vous "inculper" si vous les abordez de cette manière. Jusqu'à ce que la sensibilisation du public atteigne un point de saturation, je vous recommande de vous conformer à l'agent de terrain, puis de lui signifier un avis de courtoisie par fax, courriel, courrier recommandé... ou même de le lui remettre en main propre.

Si la situation devait s'aggraver au niveau du tribunal, informez le magistrat/juge (ou autre) de la même manière avant la date prévue de votre audience. Je ne vous recommande pas de mettre un juge dans l'embarras en lui fournissant des conditions générales au tribunal. Si vous êtes respectueux et que vous lui permettez de lire l'avis de courtoisie en privé avant votre audience, vous obtenez un meilleur résultat pour tous les êtres impliqués dans cette interaction.

N'oubliez pas : Le processus d'émission d'avis de courtoisie est tout autant un exercice d'apprentissage pour les personnes visées qu'une solution à votre situation. La coopération entre les individus est la clé de la manifestation du nouveau paradigme dans notre société. En l'absence de toute couverture médiatique contrôlée par les entreprises sur ce sujet, la sensibilisation du public au One People's Public Trust ne se fera que par le partage respectueux de l'information au sein de nos communautés et de nos réseaux.

Après tout, nous sommes "un peuple, créé par le Créateur".

Quels sont les mécanismes fournis par l'OPPT ?

La dissolution légale du système de gouvernement corporatif s'accompagne de la dissolution de la multitude de statuts et de règlements qui ont été créés par le biais de ses cadres législatifs et administratifs. En tant que bénéficiaires du One People's Public Trust, il ne restent que l'UCC, la loi universelle et la Common Law comme uniques règles en jeu.

La Loi Universelle est essentiellement le principe absolu qui régit la conduite entre les êtres. La loi universelle est exprimée comme suit :

"tout choix de libre arbitre est permis, sauf s'il interfère avec le choix de libre arbitre d'un autre être".

Ce principe est fondamental dans le cadre de l'OPPT. La Common Law se réfère 'aux lois des précédentes jurisprudences', développées au cours des millénaires à travers les sentences des juges et tribunaux. La Common Law repose sur le principe selon lequel il est injuste de traiter des faits similaires différemment selon les occasions (sur le principe de 'stare decisis') et sur le principe de 'ne pas nuire, ni causer de perte' ('quieta non movere'). Pour faciliter le passage vers le monde post-OPPT, les administrateurs ont créé un nouveau cadre législatif – basé sur la Loi Universelle et sur la Common Law - qui nous permettra de construire un nouveau monde et de démanteler l'ancien. Toute personne, et particulièrement le personnel militaire dont les serments ont été supprimés par l'extinction juridique de la corporation pour laquelle ils travaillaient, peut 'consciemment, volontairement, et intentionnellement', s'unir avec le One People's Public Trust en tant que Fonctionnaire Public (orig. 'Public Servant') pour protéger et servir le peuple du Créateur.

Les Fonctionnaires Publics qui choisissent de s'unir avec le Trust :

- Sont obligés à protéger et préserver le sang et la vie tout homme et femme vivant ;
- Autorisés à placer en garde-à-vue, chacun et tous, agents et officiers, les propriétaires, les opérateurs et collaborateurs qui ont supporté le système monétaire privé, les systèmes d'applications de la loi et les systèmes de mise en esclavage ;
- Sont autorisés à mettre à terme et de mettre main sur les systèmes monétaires privés qui créent de l'argent et qui transfèrent de l'argent en récoltant les données légitimement.
- Ils sont autorisés à utiliser tous les moyens et toutes les ressources stratégiques pour accomplir cette tâche. De facto, les militaires qui le veulent, peuvent disposer maintenant d'une structure légale de référence qui leur permet d'abandonner les milices asservies par le contrôle corporatif et se mettre du côté de l'OPPT, contribuant activement à la réappropriation des biens en faveur du One People. Si j'étais juge de la nature humaine, je dirais qu'un nombre croissant d'agents seraient heureux d'accepter cet 'ordre'!

Maintenant, suivre les 'ordres' ne veut pas dire que les Fonctionnaires Publics peuvent arrêter le premier agent qui fait acte de vous téléphoner parce que votre carte de crédit est périmée. C'est le devoir de chacun d'entre nous – en tant qu'Être du Créateur – d'aider les autres non-informés à comprendre ces changements, en les informant et en leur fournissant l'Avis de Courtoisie. Donc, l'ordre d' 'Exécution' ne se réfère qu'au vrais propriétaires de la structure des Gouvernements Corporatifs forclosés, ce qui veut dire le 1% de la population.

Centre d'assistance pour le 'One People'

Bien que les services de communauté ne soient pas du tout la première motivation des précédents propriétaires du système, leur corporation faisait quand même fonction d'assistance publique nécessaire, comme les forces de police et les services de santé... dans l'espoir que nous ne nous serions pas aperçus que nous étions des corporations! Alors, quelles dispositions l'OPPT prévoit-

elle pour le service public ? Les centres d'actifs de valeur du créateur (ou CVAC) sont des mécanismes d'assistance conçus pour soutenir et servir l'humanité, les gardiens de la Terre. Ils constituent un réseau de soutien interconnecté à l'échelle de la planète, géré par des fonctionnaires cautionnés qui agissent en toute responsabilité à tout moment. Ils fournissent un cadre simple de gouvernance et d'administration, couvrant 8 domaines de processus fonctionnels :

1. Systèmes de connaissance
2. Communication
3. Voyages
4. Transparence
5. Protection et maintien de la paix
6. Responsabilité
7. Trésorerie
8. Récupération*

* La fonction transitoire consistant à réclamer au débiteur les ressources, les infrastructures et les richesses du peuple unique, conformément aux termes du Public Trust du peuple unique, n.d.A.

Chaque ancienne nation de la planète a une branche de la CVAC qui lui est réservée, à l'exception du Vatican. Chaque branche de la CVAC administrera les mêmes services et fonctionnera de la même manière que les branches de la CVAC dans les autres régions. Chaque humain sur la planète sera soutenu par chaque centre CVAC, et chaque humain aura accès aux mêmes ressources et réseaux de soutien. Chaque zone administrative de chaque CVAC sera gérée par un conseil local et dirigée par un intendant, dont le rôle principal est de coordonner et d'aider le peuple unique à prendre des décisions et à résoudre des problèmes. La structure permet également la création de sous-CVAC supplémentaires pour s'adapter à de nouvelles circonstances ou initiatives, à condition que leur fonction soit au bénéfice de tous les Êtres et ne porte pas atteinte aux droits de libre arbitre des autres.

Lors d'une interview sur TheCrowHouse le 15 février 2013, Heather Tucci-Jarraf, administratrice de l'OPPT, a décrit la structure du CVAC comme "un endroit sûr et protégé où vous pouvez être et faire ce que vous voulez... mais sans nuire à personne d'autre".

Nos possibilités sont littéralement illimitées ! Par sa définition, le système CVAC est l'antithèse des outils corporatifs corrompus que nous appelions "Gouvernements". La responsabilité, la mesurabilité et la transparence sont les pierres angulaires du cadre CVAC. Les CVAC nous serviront de plate-forme pour simplifier et unifier les lois pour tous, et pour veiller à ce que les besoins de tous soient satisfaits. Ils ne peuvent empiéter sur le libre arbitre d'aucune entité "dans toute existence" et sont tenus de "préserver et protéger toutes les créations et les centres de valeur et d'actifs". Les intendants et les membres du conseil seront soumis à un renouvellement trimestriel de leur rôle de caution, ce qui garantit que les fonctionnaires restent à tout moment responsables devant "le One People". Pour ces raisons, les CVAC sont le fondement d'un nouveau type de gouvernance. Le système désormais nous sert, et non plus l'inverse. Et avec la prise de conscience et le soutien croissant du One People, sa première tâche sera d'éliminer l'ancienne cabale.

Aller de l'avant en tant que "One People"

Le One People's Public Trust représente un changement de paradigme massif. Il apporte un changement structurel qui permettra un changement énergétique attendu depuis longtemps. L'OPPT ratifie notre liberté en tant qu'Êtres du Créateur à perpétuité. Il corrige par la loi les déséquilibres de la pauvreté, de l'iniquité, de l'injustice et de la non-durabilité. Il fournit une plateforme grâce à laquelle nous pouvons tous faire l'expérience des merveilles et des ressources de notre planète. Et en supprimant la façade des entités corporatives et les protocoles ridicules qui

protégeaient leurs auteurs, nous nous reconnecterons énergétiquement les uns aux autres. En tant qu'Êtres. En pleine responsabilité. Chacun en équité. Parce que nous sommes Libres.

Nous sommes dans une période d'une transformation sociale énorme, politique et spirituelle.

Personnellement, cette transition donne un peu l'impression que nous sommes entre deux mondes. Le cadre systémique qui a contrôlé nos vies pendant si longtemps a été supprimé, mais le changement ne s'est pas encore manifesté pleinement dans le monde physique qui nous entoure. Le processus de réforme des anciennes corporations en coopératives mondiales prendra sans doute du temps, mais nous avons déjà le pouvoir légal de rejeter l'ancien système. Et pourtant, il n'a pas cessé de faire semblant d'être réel.

Nous avons aussi tellement de décisions à prendre! Que choisirons-nous d'ÊTRE et de FAIRE dans le nouveau monde ? Quelles opportunités allons-nous créer travers le cadre des CVACs? Et de façon réaliste, que ferons-nous des "Puissances Qui Étaient"? Pour l'instant, il est du devoir de chaque Être humain de manifester la liberté du One People's Public Trust dans sa vie quotidienne, et d'aider les autres à la comprendre, à l'intégrer et à la manifester dans leur vie également.

La liberté n'est pas gratuite.

Elle s'accompagne de responsabilités.

Le changement commence par vous.

Faites ce qu'il faut maintenant. Assumez vos responsabilités. Faites passer le mot.

NOUS SOMMES LIBRES !

Autore: Andy Whiteley – Fonte: wakeup-world.com Traduzione italiana a cura di Lòthlaurin per Hearthaware blog Siti ufficiali: <http://www.cvacnationitalia.net/> ; i-uv.com ; noièiosono.com ; Telegram: OPPT Resolution accesso via link dal sito www.noièiosono.com You Tube: Marco Missinato Video “Introduzione alla nuova Matrice” di Barbara Banco e tutti gli altri. Facebook Official: <http://www.facebook.com/NoieIoSono/>

Andy Whiteley est le co-fondateur de Wake Up World et un Être du Créateur.

Nous remercions tout particulièrement Chris Hales, Ken & Scott Bartle, Lisa Harrison, et Ryan & Lea Mullins pour leur précieuse contribution. Respect et gratitude aux administrateurs du One People's Public Trust. Paix et amour au peuple unique créé par le Créateur, et à toute autre entité dans toutes les existences.

Lettre pour une prétendue dette

À (Répondant) : a/s prétendu « Directeur Général » de la prétendue « XXX »	De (Proposant) :
---	-------------------------

Date : Le XXème jour du mois de XXX de l'année XXXX

Je vous écris au sujet du compte n°XXXXX. Je serais ravi de régler toute obligation financière de laquelle je serais légitimement redevable dès que j'aurai reçu de votre part les documents suivants :

1. **La preuve de la dette**, c'est-à-dire les écritures comptables montrant les pertes effectives ;
2. **La preuve de votre réclamation à mon encontre** : une déclaration sur l'honneur ou une facture signée de votre main selon la Loi sur les lettres de change de 1882 ;
3. **Une copie du contrat signé par les deux parties** et qui lierait les deux parties à l'accord ;
4. **La preuve qu'il existe une monnaie quelconque en circulation qui serait indexée sur une chose quelconque possédant une valeur réelle** avec laquelle payer cette dette.

Je vous accorde 10 (dix) jours à réception de cette Notification pour me répondre par pli recommandé AR, signé sous votre pleine responsabilité commerciale et sous peine de parjure, m'assurant que toutes les réponses que vous donnerez à mes requêtes ci-dessus sont véritables et sans tromperie, fraude et/ou malice.

Tout défaut de réponse à cette Notification (dans le délai imparti) me fournissant les informations demandées afin de valider la dette, constituera un accord de votre part dont voici les conditions générales :

1. **La dette n'a jamais existé.**
OU
2. **La dette a été payée en totalité.**
3. Vous acceptez la responsabilité de tout préjudice que je pourrais subir dans cette affaire.
4. Toutes les notes/remarques négatives à toute agence de vérification de crédit seront annulées par vous.
5. Vous cessez et renoncez, et mettez un terme à vos poursuites.

Remarque : Je souhaite traiter de cette affaire par écrit uniquement et ne donne pas à votre organisation la permission de me contacter par téléphone. Si c'était le cas, je considérerais tout appel de la part de votre organisation comme du harcèlement et prendrai les mesures nécessaires contre vous.

Sincèrement vôtre, en Honneur et avec Respect.

Par :

Aucune valeur assurée, aucune responsabilité. Tous Droits Réservés.
Agent autorisé.

Courrier Type Banque contestation - SATD

Prénom Nom

Adresse

Code postal ville

Objet : Saisie par abus sur compte bancaire

SATD N° :

Compte bancaire n° :

Courrier recommandé N°:

Banque

Nom du directeur

Adresse

Code postal, Ville

Leà.....

Bonjour,

Prénom Nom, vous êtes le directeur (tice) de l'Agence bancaire qui détient mes comptes.

Vous avez le **devoir** de vérifier si les actes que vous produisez sont bien légaux et si tel n'est pas le cas, vous avez l'**obligation** de stopper toutes tentatives néfastes sur vos clients.

La **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES** de *****, SIREN n° *****, est une entreprise privée **non enregistrée** au registre des commerces et des sociétés (RCS) mais inscrite en Amérique au Dun et Bradstreet. Il en résulte que ce créancier n'a aucun pouvoir juridique sur notre territoire et encore moins sur la population. Cette entreprise est sous la direction de l'entreprise, également privée, **DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**, Siren 130 004 95, non inscrite au RCS mais enregistrée au Dun et Bradstreet sous le numéro 277 167 312. Ces affiliations sont sous l'égide de l'entreprise privée **REPUBLIQUE FRANCAISE PRESIDENCE**, Siren 100 000 017, créée le 16 janvier 1947, non enregistrée au RCS, mais inscrite également en Amérique sous le numéro 542 472 212.

Les membres du gouvernement français ne sont que les dirigeants d'une entreprise privée, ils sont donc liés par les règles et les Lois qui régissent les sociétés privées, ce qui signifie que si le gouvernement ou un membre du personnel a l'intention de contraindre un individu à une performance spécifique basée sur ses statuts ou ses règles internes, alors le gouvernement, comme toute société privée, doit être le détenteur régulier d'un contrat valide et signé ou d'un accord commercial entre lui et celui à qui des exigences d'exécution sont faites.

Il en résulte que :

Les entreprises ne sont pas et ne peuvent pas être SOUVERAINES. Elles ne sont pas réelles, ce sont des fictions qui n'existent que sur papier.

Version 1, dépôt naturel le 27ème jour du mois de février de l'année 2024, Everard C.

Toutes les Lois créées par ces sociétés gouvernementales sont des règlements intérieurs d'entreprise appelés droit public, statuts, codes, ordonnances ... pour dissimuler leur véritable nature. Aucunes de ces Lois ne sont signées par les édicateurs.

Ces Organismes gouvernementaux ne sont pas SOUVERAINS, ils ne peuvent promulguer, ni appliquer de Lois Pénales, ils ne peuvent que créer et appliquer des Lois civiles qui ne sont tenues de se conformer au **DROIT DES CONTRATS**. Ce dernier exige des accords écrits et signés et une transparence totale.

L'application de ces statuts, de ces règlements d'entreprises par les agents chargés de leur application, sont des actions illégales à l'encontre du peuple SOUVERAIN et ces agents peuvent être tenus responsable personnellement de leurs actes.

Il s'avère également que ces entreprises sont enregistrées sur les marchés financiers au registre LEI, tout comme votre établissement bancaire. Il va falloir rendre compte à la population sur ce détournement d'argent « du peuple » par des sociétés privées non enregistrées en France.

En tant que Directeur de l'agence bancaire qui détient mes comptes, vous avez laissé libre accès à mon argent à une entreprise privée illégale, ce qui vous rend complice d'extorsion de fonds ou de crime contre les biens.

Nous pouvons également constater que les tribunaux français sont également des entreprises privées, non enregistrés au RCS, mais inscrits également en Amérique. Les magistrats sont directement sous la direction du garde des sceaux, ministre de la Justice, dirigeants de l'entreprise RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉSIDENTE. C'est donc au peuple souverain de juger les délits et les crimes.

Je n'ai jamais signé de contrat avec ces dites entreprises, vous avez donc l'obligation de remettre l'argent extorqué illégalement avec votre complicité sur mon compte bancaire.

Vous trouverez en annexe leurs dites Lois « règlements intérieurs » illégales et non signées sur le livre des procédures fiscales et le décret 2018-970 relatif aux saisies administratives (SATD). Règlement intérieur non applicable sur le peuple français souverain.

*Veuillez agréer, **Prénom Nom**, l'expression de mes salutations distinguées*

Prénom Nom
Signature

ANNEXES

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES

Le livre des procédures fiscales est édicté par 2 décrets le 15 septembre 1981 pour la mise en place du **recouvrement de l'impôt, le contentieux, le contrôle de l'impôt etc., l'un de nature législative (n°81-859) et l'autre de nature réglementaire (n°81-860)** et une ordonnance.

Les deux décrets sont promulgués par le Premier ministre, **PIERRE MAUROY** et Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, **LAURENT FABIUS**.

Pour donner valeur législative au **décret 81-859**, le parlement aurait dû le ratifier, or, nous ne trouvons aucun acte de ratification.

Le décret 81-859 vise :

Vu l'article 73 ou 78 ou 79 ? de la loi de finances n° 61-1396 du 21 décembre 1961, relatif à la fonte du code général des impôts. Au journal officiel (version papier), ils nous semblent que ce numéro d'article soit modifié ou mal imprimé et compliqué à définir.

Si article 73 :

Les crédits ouverts pour l'armement naval seront attribués pour les navires appartenant à des entreprises françaises affectés aux lignes et trafics soumis à la concurrence internationale... **Aucun rapport avec le décret précité.**

Si article 78 :

*Le Gouvernement procédera par décrets en Conseil d'Etat à une refonte du code général des impôts en vue d'alléger et de simplifier la présentation de ce code. Cette refonte, qui pourra notamment comporter des fusions ou divisions d'articles, ne devra entraîner aucune modification des taux ni des règles de l'assiette et du recouvrement des impositions. Le nouveau code ne pourra être publié qu'à l'expiration d'un délai de **trois mois** après sa communication aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat.*

Si article 79 :

La déclaration et le versement prévus au troisième alinéa de l'article 19-11 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 sont supprimés pour les revenus encaissés à partir du 1er janvier 1961.

*Les revenus définis audit alinéa et encaissés à compter de la date susvisée par des bénéficiaires relevant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont soumis à la taxe complémentaire instituée par l'article 204 bis du code général des impôts. **L'article 204 bis du CGI est abrogé depuis 2016.***

La Loi 61-1396 du 21 décembre 1961, relatif à la fonte du code général des impôts :

Article 14 :

*Sous réserve des dispositions de la présente loi, sont confirmées, pour l'année 1962, les dispositions législatives qui ont pour effet de déterminer les charges publiques en dehors des domaines prévus par le cinquième alinéa de **l'article 2 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959**, portant loi organique relative aux lois de finances.*

Article 35 :

Est fixée, pour 1962, conformément à l'état E annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent des crédits évaluatifs autres que ceux limitativement

énumérés à **l'article 9 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959** portant loi organique relative aux lois de finances.

Article 37 :

Est fixée, pour 1962, conformément à l'état G annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report, dans les conditions fixées par **l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959** portant loi organique relative aux lois de finances.

Article 58 :

5° Du montant des versements affectés au règlement de tout ou partie de l'impôt de solidarité nationale dont certains sinistrés ont demandé l'imputation sur leurs indemnités de dommages de guerre en application de l'article 34 (§ 3) de **l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945**.

Article 71 :

Le paragraphe 2° de l'article 8 de **l'ordonnance n° 59-30** du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « 2° Les ressources énumérées à l'article 149 (1° à 5° inclus) du code de l'administration communale. ».

Nous constatons que :

Ordonnance 59-2 promulguée par le Président du conseil des ministres Charles de Gaulle, ordonnance non conforme à l'article 13 de la Constitution qui définit bien que, Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en conseil des ministres.

Ordonnance 59-2 non ratifiée par le parlement conformément à l'article 38 de la Constitution. Abrogée le 1er janvier 2005 par l'article 67 de la Loi Organique 2001692.

Ordonnance 59-30 promulguée par le président du conseil des ministres Charles de Gaulle, non conforme à l'article 13 de la Constitution et non ratifiée par le parlement.

Ordonnance 45-1820 promulguée par le **gouvernement provisoire** Charles de Gaulle. Gouvernement de fait qui exerce, dans la pratique, la direction et le pouvoir au sein d'un État, sans pourtant bénéficier d'une reconnaissance populaire ou juridique quelconque.

Charles de Gaulle n'avait pas le pouvoir de promulguer cette Ordonnance.

Par conséquent, il en résulte que la Loi 61-1396 visant les Ordonnances 59-2 et 59-30 n'aurait jamais dû être promulguée. Les Ordonnances précitées sont anticonstitutionnelles et l'ordonnance 45-1820 est promulguée par un gouvernement de facto qui n'en avait pas le pouvoir. Cette Loi est Nulle et non applicable.

L'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, notamment son article 14.

Article 14 **abrogé** par l'Ordonnance 86-1243 du 9 décembre 1986. Ordonnance promulguée par un gouvernement de fait qui n'en avait pas le pouvoir.

L'ordonnance n° 45-1483 est abrogé par l'article 1 de l'Ordonnance 2000-912 du 21 septembre 2000.

L'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945. Cette ordonnance est **abrogée** depuis le 9 décembre 1986. Ordonnance promulguée par un gouvernement de fait qui n'en avait pas le pouvoir.

Le **décret n° 63-766** du 30 juillet 1963, et notamment son article 21 (avant-dernier alinéa). Ce décret est **abrogé** depuis le 1er janvier 2001 ;

La **loi n° 80-546** du 17 juillet 1980. Cette Loi est **abrogée** depuis le 16 février 2022 ;

Le **décret n° 80-591** du 24 juillet 1980. Tous les articles mentionnés dans les articles 1, 2 et 3 sont abrogés. Le décret est toujours en vigueur en mai 2023.

Les décisions du Conseil constitutionnelle date du 14 mai, du 24 octobre et du 2 décembre, 1980.

Décisions Constitutionnelles :

Le Conseil constitutionnel 14 mai 1980,

Saisi le 17 avril 1980 par le Premier ministre,

1 ° En application de **l'article 37 (alinéa 2) de la Constitution**, d'une demande d'appréciation de la nature juridique des dispositions ci-après désignées figurant au code général des impôts :

Le Conseil constitutionnel 14 octobre 1980,

Saisi par lettres du Premier ministre en date du 29 septembre et du 24 octobre 1980, en application de **l'article 37, alinéa 2, de la Constitution**, d'une demande tendant à l'appréciation de la nature juridique des dispositions ci-après désignées figurant au code général des impôts ;

Le Conseil constitutionnel 2 décembre 1980,

Saisi par lettres du Premier ministre en date du 29 septembre et du 24 octobre 1980, en application de **l'article 37, alinéa 2, de la Constitution**, d'une demande tendant à l'appréciation de la nature juridique des dispositions ci-après désignées figurant au code général des impôts ;

Ces décisions visent :

La Constitution ;

L'Ordonnance 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, notamment ses articles 24, 25 et 26. **Ordonnance illégale et anticonstitutionnelle. (Annexe : Titre 1, Chapitre 3)**

Article 13 de la Constitution du 4 octobre 1958 :

Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en conseil des ministres.

René Coty était encore président de la IVème République au 7 novembre 1958. **Charles de Gaulle** a pris sa fonction de président de la Vème république le 8 janvier 1959.

L'Ordonnance 58-1067 du 7 novembre 1958 vise (version en vigueur juin 2023) : Vu la Constitution, et notamment son titre VII et son article 92 ; Article 92 abrogé le 4 août 1995.

Le Décret n°81-860 :

Nous pouvons constater que le décret précité vise l'article 78 de la loi de finances n° 61-1396 du 21 décembre 1961, relatif à la fonte du code général des impôts.

Loi de finances n° 61-1396, comme expliqué précédemment est Nulle et anticonstitutionnelle depuis son édicition.

Vise également :

Le **décret n° 80-216** du 17 mars 1980 modifiant le décret n° 70-223 du 17 mars 1970.

Aucune modification du décret 70-223 dans le décret 80-216 au journal officiel ;

Le **décret n° 63-766** du 30 juillet 1963, et notamment son article 21 (avant-dernier alinéa).

Ce décret est **abrogé** depuis le 1er janvier 2001 ;

Nous pouvons également constater que tous les ans, des décrets portant incorporation au livre des procédures fiscales de divers textes modifiants et complétant certaines dispositions de ce livre sont édictés et publiés. **Décrets n° 2022-783, 2021-745, 2020898, 219-560, 2018-501, 2017-699, 2016-776, 2015-609, 2014-550, 2013-464 et ainsi de suite.**

Ces décrets visent :

1) Le livre des procédures fiscales ;

2) L'article 11 de la loi n° 51-247 du 1er mars 1951 portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1951, **Loi inaccessible au journal officiel et complètement obsolète.**

Art. 11. -r-Il sera procédé, par voie de **décrets** contresignés par le ministre des finances et des affaires économiques et par le ministre du budget et ayant force exécutoire, à l'incorporation dans le code général des impôts et dans ses **annexes I et II des textes législatifs** ou réglementaires modifiant certaines dispositions de ce code et annexes sans s'y référer expressément.

Sur un avis du Conseil d'État du 21 février 2021, nous pouvons lire :

9° En revanche, les dispositions fiscales issues de lois dont l'incorporation dans le code général des impôts a été réalisée par des décrets pris sur le fondement de l'habilitation issue de **l'article 11 de la loi n° 51-247 du 1er mars 1951 ne peuvent être regardées comme ayant été abrogées** par celles qui en reprennent la substance au sein de ce code, ni par conséquent comme étant privées d'objet.

Les Décrets édictés sur le fondement de l'article 11 de la Loi du 1er mars 1951 promulguée sous la IVème république, en méconnaissance du changement de régime en 1958 pour celui de la Vème République ne sont pas conformes à l'article 34 de la Constitution en vigueur.

3) Le décret n° 81-859 du 15 septembre 1981 portant codification des textes législatifs concernant les procédures fiscales (première partie : Législative) ;

4) Le décret n° 81-860 du 15 septembre 1981 portant codification des textes réglementaires concernant les procédures fiscales (deuxième partie : Réglementaire) ;

Comment est-possible qu'un décret modifie les articles issus domaine Législatif ?

Il s'avère également, que l'incorporation au livre des procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce livre, soit opérée également par voie d'arrêté.

Arrêté du 2 mai 2017, Arrêté du 3 juin 2015, Arrêté du 26 mai 2014, Arrêté du 27 juin 2012 et ainsi de suite...

Il en résulte que :

Les décrets n° 81-859 et n°81-860 ne respecte pas l'article 34 de la constitution du 4 octobre 1958.

Le décret 81-859 donnant valeur législative au livre des procédures fiscales n'a jamais été ratifié par le parlement.

Les décrets **81-859 et 81-860** dont les conditions qui étaient présentes à l'origine ont disparu ultérieurement deviennent caducs, les décrets **81-859 et 81-860 non pas d'existence légale** ; **La refonte du code général des impôts** a entraîné des modifications des taux et des règles de l'assiette et du recouvrement des impositions les années suivantes ;

Les modifications par voie de décrets sur le fondement de l'article 11 de la Loi du 1er mars 1951 obsolète, édictées sous la IVème république, ne sont pas conformes à l'article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958 ;

Les modifications par voie d'arrêtés ne sont pas signées ;

L'Ordonnance 58-1067 promulguée par le Président du conseil des ministres, non conforme à l'article 13 de la Constitution n'a pas d'existence légale. L'Ordonnance précitée n'est pas ratifiée par le parlement.

Toutes les décisions Constitutionnelles sont illégales et anticonstitutionnelles.

Les décret n° 81-859 et n°81-860 n'ont pas d'existence légales.

Le livre des procédures fiscales n'a jamais été publié au journal officiel.

Il en résulte, que Le livre des procédures fiscales n'a pas d'existence légale et ne peut être mis en application contre le peuple souverain.

Saisie Administrative à tiers détenteur (SATD)

La saisie administrative à tiers détenteur (SATD) est une procédure de saisie permettant le recouvrement forcé de tous les impôts dus à l'administration fiscale.

Décret n° 2018-970 du 8 novembre 2018 relatif à la saisie administrative à tiers détenteur et au contentieux du recouvrement des créances publiques

Publics concernés : usagers et agents de la direction générale des finances publiques et de la direction générale des douanes et droits indirects.

Objet : modification des dispositions réglementaires relatives aux saisies administratives notifiées par les comptables publics et aux règles d'oppositions à poursuites et de revendications d'objets saisis pour les créances recouvrées par les comptables publics.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2019.

Notice : dans le cadre de la création de la procédure de la saisie administrative à tiers détenteur applicable à tous les comptables publics à compter du 1er janvier 2019, le présent décret met en **cohérence** les dispositions des articles R. 312-1-2 du code monétaire et financier, R. 212-3 du code des procédures civiles d'exécution, et R. 3252-37 et R. 3252-38 du code du travail avec celles de l'article L. 262 du livre des procédures fiscales. Il modifie également les procédures d'oppositions à poursuites et de revendications d'objets saisis régis par les articles R.* 281-1, R.* 281-3-1, R.* 281-4, et R.* 283-1 du livre des procédures fiscales.

Nous pouvons constater que selon l'article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958 que c'est une Loi qui définit l'assiette, le taux et les modalités de **recouvrement des impositions** de toutes natures et **non** un **décret** en Conseil d'État.

Le décret en conseil d'Etat 2018-970, vise le livre des procédures fiscales sans aucune existence légale et notamment l'article L262.

Le décret 2018-970 (règlement intérieur), non signé, n'a aucune valeur juridique contre le peuple souverain.

Action avec utilisation de l'OPPT

Les contrats unilatéraux des entreprises forcloses étant illégaux, pour se défaire d'une soi-disant dette il faut parvenir à passer un contrat avec celui qui vous réclame une prétendue dette, qui vous menace ou qui vous facture. Voici la procédure à appliquer pour passer un contrat légal entre deux individus, en passant par un avis de courtoisie. (Pour les modèles de documents, voir les références suivantes, notamment le modèle de facture qui aide à comprendre le principe du contrat établi.) :

1. Envoyer un Avis de courtoisie. Ce document rappelle la loi, la forclusion de l'entité pour laquelle prétend agir votre répondant. Il contient les conditions du contrat qu'acceptera automatiquement l'interlocuteur s'il poursuit des actions au nom d'une entité forclosée (banque, gouvernement).
2. Il y a de fortes chances que votre interlocuteur ne comprenne pas l'avis de courtoisie et continue de nier la réalité. Il continue d'agir par l'envoi d'une nouvelle réclamation. Cela signifie qu'il a accepté légalement les termes de votre contrat. Vous devez alors lui envoyer la facture correspondante. (Voir modèle de facture page suivante.)
3. Tant qu'il continue d'agir et qu'il n'envoie pas d'avis de renonciation, vous le facturez pour ses actes et envoyez des rappels de retard de paiement. Vous avez désormais toutes les clés en main pour effectuer un enregistrement à l'OPPT, avec votre contrat valide contre un contrat invalide de votre répondant qui vous réclame à tort un paiement avec une monnaie sans valeur.

Modèle de facture (action OPPT avis de courtoisie)

FACTURE

Par courrier enregistré No. XXX

Facturé à :	Payable à :
Répondant : XXX	Proposant : XXX
a/s prétendu « Chargée de Recouvrement Amiable XXX »	
Termes de paiement : 14 jours de calendrier	Date due : XXX

Attendu que : la forclusion et la saisie des banques et des gouvernements est un fait enregistré et non réfuté (DÉCLARATION DES FAITS : UCC Doc # 2012127914, Nov. 28, 2012) ;

Attendu que : aucune Réponse Suffisamment Vérifiée n'a été fournie par le Répondant à l'effet qu'il existe un contrat légitime liant les parties nommées ci-haut ;

Attendu que : les Termes et Conditions No. XXX ont été offertes par le Proposant et que les méthodes d'acceptation y ont été clairement définies ;

En conséquence : Le Répondant est facturé suite à l'envoi d'une réclamation datée du XXX après réception de l'Avis de Courtoisie reçu le XXX, pour la poursuite de ses actions en contravention avec l'item 1 de la Cédule A : « Toute réclamation en l'absence d'un contrat légitime liant les parties », et avec l'item 2 de la Cédule A : « Exécuter ou tenter d'exécuter tout instrument de dette émis par une entité corporative en forclusion et/ou saisie », dans la continuation de ses actes sans fondement et tel que prévu dans les Termes et Conditions désignés précédemment.

Item		Tarif (XAG)	Quantité	Montant
1	Toute réclamation en l'absence d'un contrat légitime liant les parties	2,000	1	2,000
2	Exécuter ou tenter d'exécuter tout instrument de dette émis par une entité corporative en forclusion et/ou saisie	2,000	1	2,000
Nombre Total (d'once troy d'argent 99.9% pur payable)				4,000.00

Avis de Renonciation

Si dans les quatorze (14) jours de calendrier suivant la réception de cet facture par le Répondant :

– le Répondant est en mesure de fournir une Réponse Suffisamment Vérifiable à l'effet qu'il existe un contrat légitime liant les parties nommées ci-haut tel que requis dans les Termes et Conditions identifiées sous le No. XXX ;

OU

– le Répondant fait parvenir au Proposant l'engagement solennel et irrévocable, par écrit, à l'effet qu'il cesse immédiatement et abandonne définitivement toute action à l'encontre du Proposant ;

Alors cette facture sera annulée et aucun paiement ne sera requis.

Conditions de paiement : Cette facture est payable immédiatement. Le Proposant acceptera en guise de paiement la livraison de toutes pièces physiques au montant total stipulé ci-dessus par tout transporteur sécuritaire autorisé.

Titre allodial de propriété absolue

Tout être humain peut se déclarer possesseur de ses biens et de l'endroit où il vit. Il révoque alors toute éventuelle possession à une entité fictive, comme une banque, l'État ou les autres sociétés privées forcloses et saisies.

Voici à titre d'exemple ou de modèle un titre allodial de propriété absolue. Rappelez-vous toujours que vous pouvez définir vos propres règles et la façon de présenter vos documents officiels d'être souverain. La règle souveraine est qu'il n'y a aucune règle plus légitime que les vôtres.

<https://placedeshumains.com/index.php/documents/156-titre-foncier-de-propriete-absolue>

Le **titre allodial de propriété absolue**, permet à l'être humain de devenir l'unique et véritable propriétaire des bien-fonds, terres, maisons et constructions lui appartenant.

Titre allodial de propriété absolue

①

Prénoms: Nom; être humain vivant et conscient, unique créancier et administrateur des biens de la personne enregistrée auprès de la République Française sous le NOM : **PRENOM NOM** et Numéro d'inscription au répertoire 0 00 00 00 000 000 00.

②

③

④

Est le seul, unique et véritable propriétaire des bien-fonds, terres, maisons et constructions depuis le **date** situés à l'adresse : **n° rue CP ville** et enregistrés au cadastre sous le n° **0000000**.

⑤

⑥

⑦

Ce titre légitime par le droit inaliénable de propriété révoque tout titre antérieur.
Les bien-fonds, terres, maisons et constructions pré-cités sont inaliénables, insaisissables et libres de toute obligation, impôt et taxe.
Aucune entité juridique fictive ne peut se prévaloir d'un quelconque droit sur ces biens fonciers.
Ce titre allodial de propriété absolue est immuable et imprescriptible.

Fait le : **Xème jour du mois de X deux mille vingt** ⑧

Témoin 1

Témoin 2

Témoin 3

⑨

Version 1, dépôt naturel le 27ème jour du mois de février de l'année 2024, Everard C.

Qu'est ce que le titre allodial de propriété absolue ?

Le **titre allodial de propriété absolue** est le document qui remplace le titre officiel légal de propriété notarié. Il donne le droit de jouir et disposer des bien-fonds, terres, maisons et constructions de la manière **inconditionnelle**, conformément au **droit naturel de propriété**. Il est l'équivalent du **titre allodial** utilisé jadis à l'époque médiévale.

absolu : sans limitation

allodial : adj. Détenu en propriété absolue. [Black's Law Dictionary éd.8](#)

1. tes Prénoms et Noms avec une majuscule ou tout en minuscules
2. tes PRÉNOMS et NOM en CAPITALES
3. ton n° de sécurité sociale
4. ton autographe (le ou les prénom-s) et empreinte apposés sur un timbre
5. la date d'acquisition du bien-fond
6. l'adresse du bien-fond
7. la [référence cadastrale](#)
8. la date de création du titre
9. l'autographe de chaque témoin (le ou les prénom-s) et empreinte.

Les témoins

Les témoins peuvent être n'importe quel être humain : famille, amis, voisins, ... pouvant témoigner que tu es bien le propriétaire du bien foncier désigné par le titre.

L'entreprise privée RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉSIDENTE et ses filiales

Afin de faire respecter ses exigences appelées Lois, le gouvernement doit être disposé à présenter le contrat ou l'accord commercial comme preuve avant de tenter toute poursuite devant les tribunaux. Mais les tribunaux sont également des entreprises privées non inscrites au RCS sont aussi sous la responsabilité de l'employé dénommé « ministre de la Justice » de cette même entreprise.

Ces entreprises n'ont donc aucun droit sur le peuple souverain.

Une petite partie des entreprises non inscrites au registre des commerces et des sociétés (RCS) mais enregistrées au Dun & Bradstreet en Amérique.

Entreprises enregistrées sur les marchés financiers (Registre LEI).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉSIDENTE

Siren : 100 000 017

Non inscrit au RCS.

N° Duns : 542 472 212

N° Lei : 9695006J0AWHMYNZAL19

French Republic Government Of - SEC CIK #0000039008

SEC.report › CIK › French Republic Government Of Security and Exchange Commission registration

information for French Republic Government Of. Documents include ownership statements, and insider

trading documentation.

Company Details - Reporting File Number 000-00000

– Documents

French Republic Government Of SEC Filings RSS Feed

French Republic Government Of has not filed any forms with the SEC apart from initial company registration.

Le gouvernement de la république française est domicilié à Washington

GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC - D-U-N-S® number: 04-706-5530

Company information - Address: 4101 RESERVOIR RD NW - 20007 WASHINGTON

Tous les ministères français ont été américanisés et mis en tant que sociétés américaines privées !

en avril 2022 : <https://sam.gov/content/duns-uei>

SÉNAT

Siren : 110000023

N° Duns : 383 278 066

N° LEI : 969500DV55FC0KFPXG87

Non inscrit au RCS

Pas de Bilan

Date de création de l'entreprise : 08/01/1959. Le jour de la prise de pouvoir de Charles de Gaulle

ASSEMBLÉE NATIONALE

Siren : 110000015

N° Duns : 579 004 631

Non inscrit au RCS

Pas de Bilan

Date de création de l'entreprise : 08/01/1959. Le jour de la prise de pouvoir de Charles de Gaulle

CONSEIL D'ÉTAT

Siren : 110 000 270

N° DUNS : 579 004 714

Non inscrit au RCS

Pas de Bilan

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Siren : 110000049

N° DUNS : 579 004 656

Non inscrit au RCS

Pas de Bilan

Date de création de l'entreprise : 08/01/1959. Le jour de la prise de pouvoir de Charles de Gaulle

COUR DES COMPTES

Siren : 110000288

N° DUNS : 57 900 4722

Non inscrit au RCS

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Siren : 130 011 927

N° Duns : 262 159 344

Non inscrit au RCS

AUTORITÉ DES MARCHES FINANCIERS

Siren : 110000239

N° Duns : 269 787 433

Pas de Bilan

Non inscrit au RCS

Aucunes données

Sous l'autorité du MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS ET DE RÉOLUTION

Siren : 434049904

N° Duns : 397 541 959

Pas de Bilan

Pas de RCS

Aucunes données

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS

Siren : 110 000 122

N° Duns : 579 004 680

Pas de Bilan

Non inscrit au RCS

Aucunes données

AGENCE FRANCE TRÉSOR

Siren : 130024680

N° DUNS : 272 226 977 Non inscrit au RCS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Siren : 110020013

N° Duns : 380 855 445

Non inscrit au RCS

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Siren : 130 004 955

N° DUNS : 277 167 312

N° LEI : 969500ELHVVYO48GHJ48

Non inscrit au RCS

(Toutes les DIRECTIONS DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES sont également enregistrées au Dun & Bradstreet mais non inscrites au RCS)

AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT AUTOMATISE DES INFRACTIONS (ANTAI)

Siren : 130 014 541

N° Duns : 263 029 442

Non inscrit au RCS

Ceci n'est pas un « livre »

Un livre au format papier doit contenir les mentions obligatoires suivantes :

- Nom (ou raison sociale) et l'adresse de l'éditeur
- Nom (ou raison sociale) et adresse de l'imprimeur (le pays en cas d'impression à l'étranger)
- Date de l'achèvement du tirage
- Mention de l'ISBN: ISBN : International Standard Book Number
- Mention de l'ISSN: ISSN : International Standard Serial Number : si l'ouvrage déposé appartient à une collection éditoriale (attribué après le dépôt du premier volume)
- Prix en euros
- Mention « Dépôt légal » suivie du mois et de l'année du dépôt (date prévisionnelle)
- Pour les réimpressions à l'identique, le mois et l'année où elles sont effectuées.

Contester une tentative de contravention

Pour contester une tentative de contravention pour toutes soi-disant infractions sur les voies PUBLIQUES. Faites-en bon usage, à garder dans la voiture.

Avis au Policier, OPJ, policier municipal, gendarme :

Veillez noter et prendre pour mémoire qu'aucune de vos contraventions ne sont légitimes, elles sont toutes sans valeurs et nulles par le fait que vos lois stipulent que vous ne pouvez verbaliser des "citoyens" que sur la voie publique ; Or, en France, aucune voie, aucune route et aucune autoroute n'est publique ; Explications :

— Toutes les autoroutes sans exception appartiennent à la société VINCI, une société privée (VINCI AUTOROUTES SIRET no°51237706000037 D-U-N-S® Number Siège social : NANTERRE -260 878 336) ;

Donc les autoroutes ne sont pas des lieux-dits "PUBLIC" vous ne pouvez pas verbaliser n'étant pas sur la voie PUBLIQUE, et :

— Toutes les routes dites Communales appartiennent aux COMMUNES plus précisément aux MAIRIES, or la totalité des villes et villages en France sont toutes des sociétés privées sans numéro de RCS, mais enregistrées au DUN'S & BRADSTREET (registre du commerce US) exemple :

Raison sociale COMMUNE D'ANGERS, Nom commercial : MAIRIE SIRET no 21490007800012, D-U-N-S® Number Siège social : ANGERS - 381 390 574 ;

Raison sociale COMMUNE DE NEUVIC, Nom commercial MAIRIE SIRET no 21240309100011, D-U-N-S® Number Siège social : NEUVIC - 579 218 322 ;

Donc toutes les routes communales de France sont des routes privées, vous ne pouvez pas verbaliser n'étant pas sur la voie PUBLIQUE et :

— Toutes les routes départementales et similia appartiennent aux PRÉFECTURES qui sont toutes des sociétés privées sans numéro de RCS, mais enregistrées au DUN'S & BRADSTREET (registre du commerce U S) exemple :

PRÉFECTURE DE RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE SIRET no 17330000500027, D-U-N-S® Number Siège social : BORDEAUX - 579 013 087 ;

PREFECTURE DE DÉPARTEMENT RHÔNE SIRET no 17690001700011, D-U-N-S® Number Siège social : LYON 03 - 579 020 249 ;

Donc toutes les routes départementales de France sont des routes privées, vous ne pouvez pas verbaliser n'étant pas sur la voie PUBLIQUE ; et :

— Toutes les routes nationales appartiennent à RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉSIDENTE SA SIRET no 10000001700010 qui est une société commerciale privée et étrangère sans numéro de RCS mais enregistrée au DUN'S & BRADSTREET D-U-N-S® Number 542472212 (registre du commerce US) donc toutes les routes nationales de France sont des routes privées, vous ne pouvez pas verbaliser n'étant pas sur la voie PUBLIQUE, et :

— À aucun moment nous ne sommes sur la voie PUBLIQUE attendu qu'il n'y a plus aucune voie PUBLIQUE en France donc vous ne pouvez pas présumer avoir constaté d'infraction ou similia sur la voie PUBLIQUE ;

— Toute contravention sera nulle, renvoyée et annulée directement au tribunal de police concerné.

Le Crédit agricole ne peut ni créer de dette ni en donner le recouvrement

Statut juridique du Crédit agricole : Groupement de droit **privé non doté de la personnalité morale**.

<https://cms.law/fr/fra/publication/les-societes-non-dotees-de-la-personnalite-morale>

Obligation d' être inscrit au RCS. Pas de RCS pour le crédit agricole!

<https://www.societe.com/societe/credit-agricole-431997824.html>

Le crédit agricole n' ayant pas de personnalité juridique ne peut être employeur. (Quel statut ont le personnel du crédit agricole?)

Un Groupement de droit privé ne peut souscrire aucune dette. **Toutes les dettes sont donc nulles et non avenues !**

Qui possède le Crédit Agricole ? Crédit Agricole, les Caisses régionales à la manœuvre :

<https://www.societe.com/societe/sas-rue-la-boetie-439208190.html>

Au travers de la SAS Rue La Boétie, les Caisses régionales détiennent la majorité des actions de Crédit Agricole S.A., avec une participation commune de 56,64 % au 31 décembre 2017.

[https://banqueswiki.com/quelles-sont-les-banques-qui-font-partie-du-meme-groupe/
#Qui_possede_le_Credit_Agricole](https://banqueswiki.com/quelles-sont-les-banques-qui-font-partie-du-meme-groupe/#Qui_possede_le_Credit_Agricole)

Les SAS sont soumises aussi au RCS :

<https://www.orientation-groupe.com/activites-obligation-immatriculation-registre-commerce-rcs/>

Crédit agricole est donc un groupe d'intérêt économique de droit privé.

Au statut juridique SAS (société d' action simplifiée) non inscrit au RCS ayant des caisses régionales qui elles sont des sociétés non dotées de personnes morales ce qui ne leur donne aucun droit juridique! Et qui elles n'ont plus ne sont pas inscrites au RCS!

<https://cms.law/fr/fra/publication/les-societes-non-dotees-de-la-personnalite-morale>

Un non enregistrement au RCS est illégal.

Et cela signifie que la domiciliation fiscale est étrangère.

Le verdict

Ces sociétés ne peuvent pas créer de dette. Ni en donner le recouvrement. Elles sont illégales en fonction de la non conformité de leur statut juridique.

Aucun bénéficiaire pour une éventuelle condamnation pécuniaire d'un jugement n'est identifiable.

Références

(Cette liste non exhaustive de références permet de vérifier les informations données et obtenir davantage de détails sur la théorie et les procédures légales.)

Dossiers juridiques officiels de l'OPPT : <http://peoplestrust1776.org>

DÉCLARATION DES FAITS : UCC Doc # 2012127914, Nov. 28, 2012

<https://ia600809.us.archive.org/26/items/OPPTUCCFILINGS/A53-2012127914-declarationoffact.pdf>

Lois du commerce, comprendre l'OPPT :

<https://comprendre-oppt.blogspot.com/2013/04/06042013.html>

Souveraineté – OPPT : guide et documents :

<https://science-secrets.com/2023/08/21/souverainete-oppt-guide-et-docs/>

La tromperie du code justinien : <https://latromperieducodejustinien.wordpress.com/>

Modèles de lettres : Souveraineté être humain Aimie (Copy)

<https://workdrive.zohopublic.eu/writer/open/afhyuedc5bcb660a941c49b2948bf257868e9>

The life of Sofia Archives de catégorie : OPPT France

<https://theworldofsofia.ouvaton.org/category/oppt-france/>

Éveil de conscience, OPPT (The One People's Public Trust) : <https://eveil-de-conscience.co/oppt/>

Éveil de conscience, OPPT Pour ne pas payer les impôts : <https://eveil-de-conscience.co/ne-pas-payer-ses-impots/>

Qu'est ce que l'OPPT ? Vérités et mensonges sur l'OPPT.

<https://lumieresurgaia.com/quest-ce-que-loppt-verites-et-mensonges-sur-loppt/>

L'arnaque la plus incroyable dont vous ne savez rien !: <https://lumieresurgaia.com/larnaque-la-plus-incroyable-dont-vous-ne-savez-rien/>

Les raisons légales de notre esclavage via l'acte de naissance .pdf <https://www.fichier-pdf.fr/2019/08/26/les-raisons-legales-de-notre-esclavage-via-lacte-de-naissance/preview/page/1/>

OPPT Doc-Stock, DIRECTIVES POUR LES AVIS DE COURTOISIE : <https://oppt-doc-stock.blogspot.com/2013/04/directives-pour-lavis-de-courtoisie.html>

Lettres modèles : <https://freddangers.wixsite.com/etre-souverain/lettres-modeles>

L'essentiel de la fraude du NOM : <https://science-secrets.com/2022/01/29/lessentiel-de-la-fraude-du-nom/>

Qui crée la monnaie ?

<https://abc-economie.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/qui-cree-monnaie.pdf>

Création de ton dossier OPPT : <https://formulaire-oppt.com/depart.php>

Hiérarchie des textes de loi

<https://www.famidac.fr/?La-hierarchie-des-Lois-decrets-arretes-directives>

Pour obtenir des informations et de l'aide, des groupes existent, notamment sur Facebook comme « illégal en France » : <https://www.facebook.com/groups/illegalenfrance>

Vidéo : faisons sauter les banques

https://www.youtube.com/watch?v=s5twohm_yDY

Vidéo La fraude du nom, un entretien avec David Vincent dans la maison Ananda

<https://www.youtube.com/watch?v=CDYhnsYuieQ>

Le statut d'huissier de justice est illégal. Voici les preuves légales et ce qu'il faut dire en cas de visite d'huissier : <https://dissidencetv.fr/01/11/2020/fraude-du-nom-legal/non-consentement/comment-mettre-en-pls-lhuissier-de-justice/>

Michèle Kriticos (sur vk): <https://vk.com/mkriticos>

Christian Être Vivant Respirant créateur <http://chretrhumsou.canalblog.com/>

Déclaration universelle des Droits de l'Homme

<https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html>

Définition de l'État de droit: <https://www.vie-publique.fr/fiches/274962-quelles-sont-les-caracteristiques-dun-etat-de-droit>

Titre allodial de propriété absolue

<https://placedeshumains.com/index.php/documents/156-titre-foncier-de-propriete-absolue>

12 preuves qu'il n'y a plus rien de légal dans la "RÉPUBLIQUE" (Philippe Fortabat Labatut, avocat - Docteur en droit. Droit pénal, droit des affaires, droit des sociétés) :

<https://resistants.fr/wp-content/uploads/2021/11/12-preuves-Labatut.pdf>

Guide de compréhension et d'utilisation de la fraude du nom légal:

<https://crowdbunker.com/v/XCvpnzMH3u>

Merci à tous les êtres souverains, ceux qui se battent, qui rédigent ou partagent des documents qui permettent à d'autres d'obtenir les clés pour se libérer.